

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Versicherungen
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Studien / Statistiken
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Berclaz, Philippe
Porcellana, Diane

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Porcellana, Diane 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Versicherungen, Studien / Statistiken, 2001 – 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Kernenergie	1
Umweltschutz	1
Naturgefahren	1
Bildung, Kultur und Medien	1
Kultur, Sprache, Kirchen	1
Kulturpolitik	1

Abkürzungsverzeichnis

BAFU	Bundesamt für Umwelt
BFS	Bundesamt für Statistik
BFE	Bundesamt für Energie
VKG	Vereinigung Kantonalen Gebäudeversicherungen

OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFS	Office fédéral de la statistique
OFEN	Office fédéral de l'énergie
AECA	Association des établissements cantonaux d'assurance

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Kernenergie

En vertu de la loi fédérale du 18 mars 1983 sur la responsabilité civile en matière nucléaire, chaque exploitant d'installation nucléaire répond de manière illimitée des dommages causés. Depuis le 1er janvier 2001, le pool suisse pour l'**assurance de risques nucléaires** assume entièrement la couverture légale d'assurance d' **CHF un milliard par installation**. Jusqu'alors, les assurances privées couvraient CHF 700 millions et la Confédération CHF 300 millions. Bien que cette dernière ait retiré ses quotes-parts, elle assure, à concurrence d'un milliard également, les risques extraordinaires que les assureurs privés sont autorisés à exclure, à savoir des dommages dus à des événements naturels exceptionnels ou à des faits de guerre, de même que des prétentions issues de dommages différés. À la demande de l'OFE, Peter Zweifel, professeur à l'Institut d'économie sociale de l'Université de Zurich et son collaborateur Roland Umbricht ont examiné la couverture du risque nucléaire en Suisse et le prix à payer pour l'améliorer. Ils plaidaient en faveur d'une couverture d'assurance plus généreuse de l'ordre de 40 milliards, en invoquant les dommages estimés de 10 à 200 milliards que pourrait entraîner un accident grave avec fuites radioactives. Si la couverture était portée à CHF 4 milliards par installation, le courant d'origine nucléaire renchérirait de 0.14 ct./kWh. La hausse serait de 0.60 ct./kWh si elle passait à 10 milliards. À l'heure de la présentation du rapport, les primes responsabilité civile pesaient en moyenne pour 0.058 ct./kWh dans le prix du courant d'origine nucléaire. La seconde partie du rapport posait la question d'un recours au marché des capitaux pour créer une capacité supplémentaire d'assurance, notamment grâce à l'émission de titres de risques de crédit. Les auteurs parviennent à la conclusion qu'il serait possible de réunir au mieux de cette façon quelques centaines de millions de francs, et encore à un prix spécifique supérieur à la réassurance traditionnelle. ¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.01.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Umweltschutz

Naturgefahren

Une nouvelle **carte de l'aléa ruissellement**, élaborée par l'OFEV, l'Association Suisse d'Assurances (ASA) et l'Association des établissements cantonaux d'assurance (AECA), a été créée afin de prévenir les inondations à l'échelle nationale. En Suisse, la moitié des dégâts occasionnés par les inondations est imputable à l'eau de pluie. La carte indique les régions potentiellement menacées par le risque de ruissellement, les voies d'écoulement des eaux et les différentes hauteurs d'eau qui peuvent être atteintes. La Suisse, pionnière en la matière, entend avec cet outil, aider les secteurs du bâtiment et agricole à planifier des mesures de protection. ²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.07.2018
DIANE PORCELLANA

Bildung, Kultur und Medien

Kultur, Sprache, Kirchen

Kulturpolitik

Eine **Umfrage des BFS bei 7'500 Betrieben** für das Jahr 2001 ergab, dass die Schweizer Unternehmen die Kultur durch Sponsoring und Mäzenatentum mit **jährlich rund CHF 320 Mio. unterstützen**. Der Löwenanteil dieser privaten Kulturfinanzierung geht auf das Konto der Grossunternehmen, insbesondere Banken und Versicherungen, doch erweisen sich die kleinen Betriebe hinsichtlich Beitragshöhe pro Mitarbeitenden am grosszügigsten. ³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.02.2004
MARIANNE BENTELI

1) OFE, communiqué de presse, 23.1.01.; TA, 24.1.01.

2) Communiqué de presse OFEV du 3.7.18; NZZ, TA, 4.7.18; AZ, 5.7.18

3) NZZ, 24.2.04